

Communiqué de presse

Monopole politique des matériaux de construction à Zanzibar : Une nouvelle grève pour les démunis

Récemment, le gouvernement de Zanzibar a interdit le transport et l'utilisation de pierres dans les activités de maçonnerie.

L'interdiction a été annoncée par le ministre de l'eau, de l'énergie et des minéraux, Hassan Shaibu Kaduara, qui a souligné que la décision de restreindre l'utilisation des ressources en pierre a été prise en raison de la dégradation continue de l'environnement.

Le ministre a déclaré que le gouvernement avait reçu un grand nombre de plaintes de la part de citoyens (sans mentionner qui et où ils se trouvent), concernant les impacts environnementaux de l'extraction des pierres. Par conséquent, les citoyens sont invités à utiliser des blocs de ciment pendant la période d'interdiction au lieu de pierres, en particulier dans la construction de leurs structures.

La directive du gouvernement de Zanzibar d'utiliser des blocs de ciment au lieu de pierres dans la construction des fondations des maisons est un véritable mépris pour les gens, car il sait pertinemment que le prix des blocs de ciment est plus élevé en raison de la politisation de l'extraction du sable de construction en 2017, une situation qui a conduit à une augmentation alarmante du prix de cette ressource particulière.

L'expérience montre clairement que l'insertion de mains politiques dans les matériaux de construction primaires entraîne une pénurie artificielle, des prix excessifs et des frustrations, et crée également un fardeau insupportable dans l'industrie de la maçonnerie, en particulier pour les gens ordinaires.

La main politique actuelle dans l'utilisation et l'excauation des pierres de construction ne diffère en rien de la main politique précédente sur le sable de construction. Les deux impliquent des objectifs malveillants de monopole d'État et d'accumulation de bénéfices pour les politiciens et leurs copains au prix de la douleur et d'un prix plus élevé pour les personnes démunies.

Les statistiques gouvernementales de 2017 sur la question du sable de construction révèlent encore davantage l'existence d'une malveillance de l'État dans ce domaine.

Il a été dit en 2017 qu'il ne restait à Zanzibar que 14 hectares de sable de construction, alors que son industrie du bâtiment consomme plus de 10 hectares par an.

La question soulevée ici est la suivante : de 2017 à aujourd'hui, ces 14 hectares de sable restants sont-ils toujours là ou ont-ils disparu ? Puisque les gens continuent à construire.

Il est très regrettable que le gouvernement de Zanzibar, au lieu de faciliter les choses et de créer un environnement motivant qui permettrait aux gens ordinaires de posséder leur propre maison, commercialise fortement les sables et les pierres de construction sous de faux prétextes de « pénurie » de sable, Sous le prétexte de la « dégradation de l'environnement » et d'autres prétextes malveillants pour protéger les « zones d'investissement », elle s'empare ouvertement et de manière oppressive des terres et des parcelles des citoyens nécessiteux dans des zones telles que Bweleo et Fumba (Zanzibar urbain, district ouest « B ») qui ont été développées pendant des années à partir de terres mortes, ce qui a coûté beaucoup d'argent, de temps et de sueur à la population.

Nous, au sein du Hizb ut Tahrir / Tanzanie, voudrions faire trois remarques sur cette question :

a. Nous avertissons sincèrement le gouvernement de Zanzibar d'éviter de frustrer l'industrie du bâtiment qui rend la vie des gens ordinaires encore plus insupportable, en particulier dans leur lutte pour obtenir un logement. En créant une situation de dureté et d'âpreté dans la vie des gens, c'est une oppression claire envers les citoyens et une trahison envers eux et vous serez sévèrement critiqués par Allah Ta'ala dans l'au-delà et vous rendrez les choses plus difficiles dans cette vie. `A'ishah (qu'Allah soit satisfait d'elle) a dit : J'ai entendu le Messenger d'Allah (que la prière et la paix d'Allah soient sur lui) implorer dans ma maison : **«اللَّهُمَّ مَنْ وَلِيَ مِنْ أَمْرِ أُمَّتِي شَيْئًا فَشَقَّ عَلَيْهِمْ فَاشْفُقْ عَلَيْهِ وَمَنْ وَلِيَ مِنْ أَمْرِ الْوَالِدِ شَيْئًا فَارْفُقْ بِهِ»** «**Ô Allah, traite avec dureté ceux qui gouvernent ma Oumma avec dureté, et traite avec douceur ceux qui gouvernent ma Oumma avec douceur.**» [Rapporté par Muslim].

b. Ces injustices découlent du caractère inné du système capitaliste et de ses gouvernements démocratiques dans le monde entier. Le système prétend être en position de servir le peuple, mais en réalité, il ne fait qu'exploiter davantage de bénéfices sur le dos du peuple.

Cela signifie que le capitalisme n'a pas la qualité requise pour régner sur l'humanité, puisqu'il s'agit d'un système qui ne vise qu'à accumuler des intérêts à tout prix, même si cela nuit aux citoyens.

c. Seul le Khilafah Rashidah (Califat bien guidé) (qui devrait être rétabli dans le monde musulman) possède toutes les qualités de la gestion de la justice, de l'intégrité dans le service juste de l'humanité, indépendamment de sa couleur, de sa religion ou de son origine.

Masoud Msellem

Représentant des médias du Hizb ut Tahrir

en Tanzanie